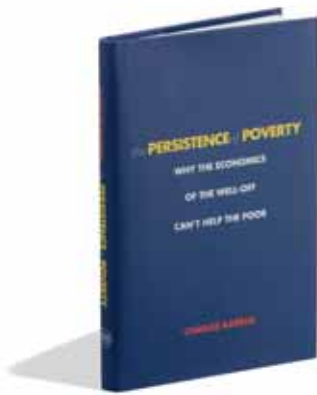


Aider les pauvres



Charles Karelis

The Persistence of Poverty Why the Economics of the Well-Off Can't Help the Poor

Yale University Press, New Haven and London,
2007, 208 pages, 30 \$ (toilé).

Il y a beaucoup de pauvres même dans les sociétés riches. Si leur situation est meilleure que celle des personnes vivant dans les pays pauvres, elle est très inférieure à celle de leurs concitoyens. Donc ils se sentent exclus et impuissants. Si la misère résulte parfois de l'invalidité ou d'une catastrophe naturelle, beaucoup de pauvres semblent pris dans un cycle de chômage, de manque d'éducation, d'addiction et de criminalité. Souvent, ils n'utilisent pas à plein les services sociaux et les autres possibilités qu'offrent beaucoup de pays avancés.

Les pauvres sont-ils irrationnels?

La persistance de la pauvreté est désolante, parce que nous compatissons avec les pauvres et aussi parce qu'elle est liée à des comportements perturbateurs comme la criminalité. Elle est aussi déconcertante, parce que, selon les idées reçues en économie, les pauvres sont fortement incités à trouver un emploi, à s'instruire et plus généralement à améliorer leur vie. Quand on a peu d'argent, on devrait attacher une valeur particulière à la somme supplémentaire que l'on peut gagner en travaillant plus ou au rendement futur de l'éducation. Il semblerait que beaucoup de pauvres n'agissent pas rationnellement.

Charles Karelis, professeur de philosophie à l'Université George Washington, nous donne un livre provocateur qui attaque les idées reçues sur ce sujet controversé.

M. Karelis indique que, pour expliquer cette étonnante persistance de la pauvreté, il faut revoir l'hypothèse selon laquelle l'utilité marginale de la consommation baisse généralement avec son niveau. En fait, quand on est démuné, l'utilité marginale d'une unité supplémentaire de consommation *augmente*. Pouvoir consommer un peu plus n'a presque aucune valeur, mais pouvoir consommer nettement plus apporte un bénéfice disproportionné. Donc les pauvres aiment varier leur consommation et prendre des risques pour sortir de la pauvreté (au moins pour un temps).

Ce raisonnement est assez plausible au niveau intuitif. Considérons le fait que ce sont les pauvres qui jouent le plus à la loterie, même si elle ne leur promet qu'un rendement négatif. Ils jouent pour la chance très mince d'un gain qui transformera leur vie. Il y aurait très peu de joueurs si le gain maximum était de 100 dollars, même si le nombre des gagnants était multiplié plusieurs fois. De même, la tentation de boire toute une bouteille d'alcool plutôt qu'un verre de vin peut être plus forte quand on a beaucoup de chagrin à noyer.

Cette hypothèse a des conséquences immédiates pour la politique économique. Les efforts visant à «rendre le travail payant» en subventionnant les salaires des pauvres (par exemple au moyen de crédits d'impôt) devraient être doublement efficaces. Non seulement les pauvres sont plus incités à remplacer le loisir par le travail, mais la hausse de leur revenu augmente par elle-même la valeur qu'ils attachent à trouver un emploi et à gagner davantage.

Toutefois, même les dons purs et simples aux pauvres, en augmentant l'utilité marginale du revenu, devraient renforcer l'incitation à trouver un emploi et à gagner encore davantage (et aussi à épargner pour les temps difficiles).

Toutes les conséquences ne sont pas aussi réjouissantes. Par exemple, le raisonnement de M. Karelis implique que les tentatives d'autosuffisance, comme la création d'institutions de micro-

finance ou de coopératives, ont peu de chance de réussir sans abondantes subventions. Les pauvres économisent peu, empruntent peu et investissent peu, parce qu'ils préfèrent (rationnellement) la consommation immédiate.

L'exemple de la microfinance fait entrevoir une contradiction du livre entre l'accent mis sur la rareté matérielle, cas où l'utilité marginale de la consommation est censée augmenter, et le fait de traiter la pauvreté comme un concept relatif lié à la marginalisation. M. Karelis se concentre sur la pauvreté matérielle

«Quand on est démuné, pouvoir consommer un peu plus n'a presque aucune valeur.»

dans ses exemples. Pourtant, ce qui manque le plus aux pauvres des États-Unis, c'est le respect, pour eux-mêmes et dans le regard des autres. Dans ce cas, les subventions et les autres aides ciblées n'amélioreront pas beaucoup leur situation et pourraient même l'aggraver.

En défense de l'auteur, il faut dire que les autres explications de la persistance de la pauvreté (comme le manque de possibilités) peuvent aboutir aux mêmes recommandations. Pourtant, le lecteur, surtout s'il a une formation d'économiste, sera gêné par le fait que l'auteur se contente de mots et de quelques diagrammes simples. Certaines critiques énoncées ici auraient pu être évitées par une présentation plus rigoureuse de l'hypothèse principale et une comparaison avec les autres explications possibles, appuyée par des tests empiriques.

Ces suggestions ne doivent rien enlever à l'idée essentielle, à savoir que toute explication de la persistance de la pauvreté et toute politique conçue pour y mettre fin doivent prendre pleinement en compte les effets de la pauvreté elle-même sur les motivations des pauvres.

Daniel Hardy
Chef de division

Département des marchés monétaires
et de capitaux du FMI

Pour comprendre la *sustainomics*



Mohan Munasinghe

Making Development More Sustainable

Sustainomics Framework and Practical Applications

MIND Press, Colombo, Sri Lanka, 2007, 650 pages, 40 \$ (broché).

La plupart des économistes qui se sont rangés sous la bannière du développement durable ont d'abord eu du mal à s'accorder sur une bonne définition. D'autres problèmes sont rapidement apparus : comment mesurer quantitativement les facteurs en jeu, comment établir un étalon commun pour aborder des objectifs souvent contraires et comment expliquer l'échec de tant de moyens de promouvoir le développement durable qui sont manifestement avantageux pour tous. Depuis peu, le grand problème consiste à inclure les changements climatiques dans un cadre analytique global pour le développement durable.

Le professeur Munasinghe, qui, avec des collègues, a récemment partagé le prix Nobel de la paix 2007 avec Al Gore en tant que Vice-Président du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat des Nations Unies, s'applique depuis longtemps à combiner les aspects économiques, humains et environnementaux du développement. Il a élaboré un nouveau cadre analytique, la «sustainomics» (à partir de «sustainable economics», «économie durable»). Le livre, qui résume les avancées de la théorie et de la pratique de la *sustainomics*, est le résultat d'un examen

très fouillé des ouvrages spécialisés, illustré par des études de cas.

Dans la première partie, Munasinghe explique les relations complexes qui sont à la base de la *sustainomics*. La conclusion, peu surprenante, semble être qu'il n'existe pas de mesures reconnues du développement durable comparables aux mesures du développement économique.

Munasinghe propose d'autres mécanismes — loin d'être parfaits — pour aider les spécialistes à intégrer dans l'analyse la dégradation de l'environnement et les coûts sociaux. Il examine l'obstacle représenté par les taux d'actualisation négatifs pour l'analyse des problèmes à long terme et semble même anticiper le récent rapport Stern sur les changements climatiques, qui cherche à construire une théorie économique en fonction de la science de l'évolution climatique.

Application de la théorie

Après avoir décrit les limites de la *sustainomics*, Munasinghe passe aux études de cas, excellentes et variées.

Celles-ci démontrent comment le cadre analytique est parfois devenu suffisamment robuste pour offrir des conclusions solides. Par exemple, la Bolivie est sur un sentier de développement insoutenable et une allocation par habitant des émissions de gaz à effet de serre offre les meilleurs gains moyens de bien-être.

Une analyse excellente du secteur du transport au Sri Lanka, qui combine les dimensions technique, environnementale et sociale, aboutit à une quantification impressionnante du coût des polluants pour la santé. Le fait que certaines de ses constatations sont paradoxales — par exemple, une étude de cas aboutit à une critique de l'électrification des chemins de fer — ne fait que souligner l'importance d'une solide analyse pour appuyer la prise de décision.

Vers des temps meilleurs

On sent dans tout le livre l'optimisme foncier de Munasinghe : la situation s'améliorera à mesure que les revenus augmenteront et que la prise de conscience des questions environnementales amènera des politiques

plus judicieuses. Pourtant, si les riches causent de 20 à 40 fois plus de dégâts à l'environnement que les pauvres, l'augmentation des revenus profitera-t-elle vraiment à l'environnement? Les pays riches vont-ils simplement transférer la pollution aux pays pauvres, ou à la communauté régionale et mondiale?

L'idée de base de l'auteur est la nécessité d'internaliser les coûts environnementaux et sociaux, d'éliminer les dysfonctionnements du marché qui entraînent les dégradations et d'intégrer toutes les externalités pour calculer le prix des ressources naturelles. Pourquoi cette idée, qui s'appuie sur des outils analytiques bien présentés, est-elle rarement appliquée? Selon Munasinghe, les améliorations de l'environnement qui visent à atténuer les dégâts de la pollution ne représentent que 5 % du coût des investissements. Cela amène à se demander pourquoi la pollution ne semble guère diminuer dans les villes les plus peuplées.

Ce livre, avec ses outils analytiques, ses applications et son excellente bibliographie, est très utile aux spécialistes. Toutefois, les décideurs, qui doivent beaucoup chercher pour trouver quelques règles pratiques, seront peut-être moins satisfaits.

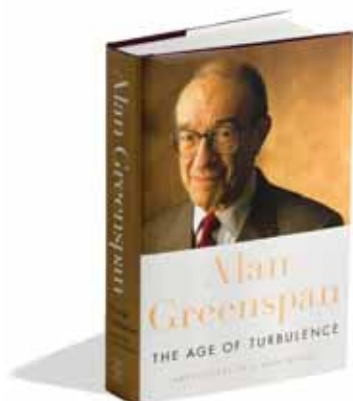
Le livre n'insiste pas assez sur la gouvernance, même s'il reconnaît qu'en matière de développement durable, il n'y a pas de responsable unique, ni de critère unique, ni de mesure évidente. On connaît le pouvoir de ceux qui recherchent la rente, vivent sur les ressources naturelles et entravent le processus politique légitime. La voix de ceux qui pourraient essayer de changer les choses, dont certains ne sont peut-être pas encore nés, est trop faible pour galvaniser le désir de changement.

Munasinghe fait appel aux valeurs, aux idées et à la religion afin qu'elles inventent de meilleures incitations à protéger l'environnement pour les générations futures et mettent un terme au matérialisme actuel qui ne pourra pas durer. Il ne donne peut-être pas assez de place au rôle d'une action de sensibilisation et d'un système judiciaire préventif dans la marche vers le changement.

Anand Seth

Directeur des opérations, Europe centrale et du Sud, Banque mondiale

Greenspan en liberté



Alan Greenspan

The Age of Turbulence

Adventures in a New World

Penguin Group, 2007, 531 pages, 35 \$ (toilé).

Lors de la promotion de son nouveau livre, on demanda à Alan Greenspan quel effet cela lui faisait de n'être plus président du Conseil de la Réserve fédérale. «Vous vous sentez la tête un peu plus légère peut-être?». «Non, répondit M. Greenspan, les épaules». En lisant son livre, on éprouve son soulagement d'avoir pu, après presque vingt ans où il pesait chaque décision et chaque mot, écrire près de deux cent mille mots de son cru.

Le livre est partagé également en une autobiographie et une série d'essais sur des questions économiques. La première partie, qui forme un livre par elle-même, est passionnante. Il raconte sa vie d'une façon simple et prenante. Enfant à New York, il était obsédé par les maths et la musique, mais aussi par l'équipe de baseball des New York Yankees. «J'ai appris les fractions en faisant les moyennes des batteurs : 3 pour 11 donnait 0,273».

De musicien de jazz à économiste

M. Greenspan voulait d'abord être musicien de jazz. En tournée avec le Henry Jerome Orchestra, on le baptisait «l'intellectuel du groupe», parce que, pendant les pauses, il lisait des livres sur la bourse et les financiers. Il abandonna assez vite la carrière musicale et s'orienta

vers l'économie. Il subit tôt l'influence de deux célèbres économistes, Geoffrey Moore et Arthur Burns. Chez Moore, il puisa un intérêt pour les mécanismes de l'économie américaine et chez Burns, l'idée que les marchés ont la capacité de s'autocorriger. Son soutien au libéralisme fut renforcé par ce qu'il appelle «une rencontre de cerveaux, principalement le mien qui rencontrait le sien», avec la philosophe Ayn Rand.

M. Greenspan trouva sa vocation de consultant d'entreprise dans les années 50. Pendant les deux décennies suivantes, sa firme de conseil, Townsend-Greenspan, se constitua une liste impressionnante de clients parmi les plus grandes sociétés américaines. À côté, il écrivait des articles sur les questions économiques, qui attirèrent l'attention que lui portaient les milieux politiques. Il finit par occuper diverses fonctions sous les présidences de Nixon et de Ford, mais ce fut le Président Reagan qui lui donna en 1987 le rôle de sa vie, président du Conseil de la Réserve fédérale.

Des krachs aux bulles

Sa confiance dans la capacité des marchés à s'autocorriger fut mise à l'épreuve au début de son mandat par le krach boursier d'octobre 1987, la plus forte baisse en une journée dans l'histoire de la bourse. M. Greenspan prononça une déclaration d'une phrase, inhabituellement claire de sa part, affirmant que la Fed avait l'intention de fournir aux marchés les liquidités nécessaires, conformément à son rôle de prêteur en dernier ressort. «Elle était aussi courte et concise que le discours de Gettysburg, mais peut-être pas aussi enthousiasmante». M. Greenspan subit d'autres épreuves dans les années suivantes. Il mit du temps à percevoir la récession de 1990 et attendit peut-être trop pour baisser les taux d'intérêt. C'était du moins l'opinion de l'ancien président George Bush, qui dit plus tard de M. Greenspan : «Je l'ai «réappointé» et il m'a désappointé».

M. Greenspan réussit mieux pendant les années Clinton, quand la maîtrise des déficits budgétaires diminua les anticipations inflationnistes et par conséquent les taux d'intérêt à long

terme. Il accompagna cette politique budgétaire méritoire par un maniement de plus en plus habile de la politique monétaire. En 1994, convaincu que l'inflation réapparaissait, il amena le Comité des interventions monétaires à relever les taux d'intérêt, déclenchant un ralentissement mais pas une récession — un atterrissage en douceur. Ensuite, il abaissa les taux et la croissance reprit sans véritable menace d'inflation.

Au milieu des années 90, il affirma de façon convaincante que l'économie américaine connaissait une poussée sans précédent de la productivité, qui échappait aux statisticiens et aux universitaires. Les preuves qu'il accumula l'aiderent à persuader ses collègues de la Fed de maintenir les taux d'intérêt à un niveau plus bas que celui qu'on pouvait attendre.

Toutefois, ces faibles taux d'intérêt et sa défense de ce qu'on appelait la nouvelle économie contribuèrent peut-être à la bulle du marché boursier. M. Greenspan essaya de mettre en garde contre l'euphorie dans son fameux discours sur «l'exubérance irrationnelle», mais il décida finalement que la Fed n'avait pas le pouvoir de déterminer en temps réel s'il y avait une bulle et comment la faire éclater.

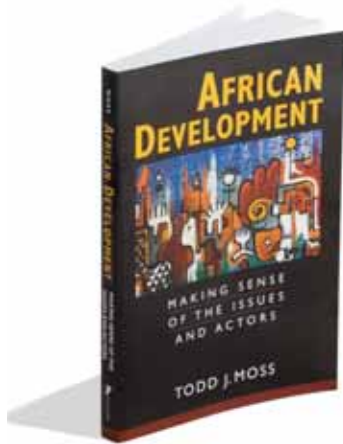
Un grand joueur

Dans la partie de son livre consacrée aux essais, M. Greenspan exprime ses graves préoccupations devant l'inégalité croissante des revenus aux États-Unis, le retard des réformes de la sécurité sociale et du Medicare, la nécessité d'une réglementation équilibrée après les scandales du monde des entreprises et «l'addiction au pétrole» de son pays. Pourtant, l'économie américaine serait sûrement en bien plus mauvaise posture aujourd'hui sans le succès de M. Greenspan au poste de président de la Fed. Alan Blinder, ancien vice-président de la Fed, a eu raison de comparer l'ère Volcker-Greenspan à «la chance pour les New York Yankees d'avoir pu remplacer Joe DiMaggio par Mickey Mantle». Dans la conduite de la politique monétaire, comme au baseball, il n'est pas nécessaire d'avoir une moyenne de 1.000 points pour être un grand joueur.

Prakash Loungani
Chef de division, Département
des relations extérieures du FMI

NOTES DE LECTURE

L'Afrique expliquée



Todd J. Moss

African Development Making Sense of the Issues and Actors

Lynne Rienner Publishers, Inc., Boulder, Colorado, 2007, 250 pages, 22 \$ (broché).

Les premières années d'indépendance en Afrique subsaharienne donnaient de l'espoir,

et tout un secteur d'activité international consacré au développement est rapidement apparu pour aider ces nouveaux pays. Comme nous le savons tous, la réalité a été très décevante. Malgré une récente reprise de la croissance économique, la plupart de ces pays n'atteindront probablement pas les objectifs du Millénaire pour le développement d'ici 2015.

Le livre de Todd Moss ne propose ni des solutions, ni des réponses tranchées sur les raisons qui expliquent la médiocrité des résultats économiques du continent. Il entend proposer une introduction simple, mais de préférence pas simpliste, aux thèmes, tendances et acteurs essentiels du développement de l'Afrique contemporaine. Et il atteint globalement cet objectif.

Hommes forts et mauvais héritages

M. Moss nous présente un récit dynamique du développement en Afrique subsaharienne, en commençant par passer en revue l'héritage du colonialisme, le rôle des «hommes forts» et du pouvoir personnel, les conflits et

les guerres civiles, et enfin les changements politiques et la démocratisation d'aujourd'hui. Il traite les questions essentielles du développement, y compris le problème de la lenteur de la croissance, les enjeux de la réforme économique et le rôle de l'aide internationale. Il conclut en examinant le régionalisme et la place de l'Afrique subsaharienne dans l'économie mondiale.

Le livre comporte quatre thèmes sous-jacents. Premièrement, l'Afrique subsaharienne a connu une histoire malheureuse et souffre de nombreux problèmes structurels qui empêchent son développement, mais il s'agit d'utiliser les atouts de la région pour surmonter ces obstacles. Deuxièmement, il faut transformer l'État pour améliorer la responsabilisation et la gestion des ressources afin d'attirer une aide plus abondante. Troisièmement, il faut augmenter l'aide, mais aussi la rendre plus efficace. Enfin, la région et le monde entier partagent la responsabilité d'agir pour que l'Afrique profite des possibilités offertes par l'économie mondiale.

M. Moss souligne à quel point nous connaissons mal le processus de déve-

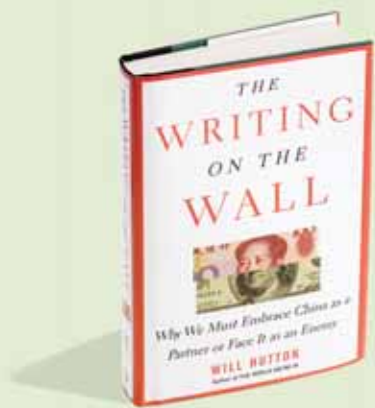
Sous le signe de la Chine

La transformation radicale de la Chine, qui a fait d'un pays à planification centrale moribond la quatrième puissance économique mondiale, est l'une des histoires fascinantes de notre époque. La transformation est si profonde qu'elle amène à se poser une question : le 21^e siècle sera-t-il chinois comme le 20^e siècle a été américain et le 19^e britannique? Ce livre de Will Hutton, journaliste et économiste, s'attaque directement à cette question, avec un talent narratif que l'on ne trouve pas toujours dans les livres économiques et politiques. Ses arguments sont fondés sur des recherches poussées et son raisonnement, bien qu'il dévie parfois du sujet, est exposé clairement.

En fait, il y a deux livres. L'un traite de la transformation politique et économique de la Chine et de ses conséquences pour le reste du monde en examinant les possibilités que la

croissance rapide se poursuive, étant donné le régime de parti unique. Il s'y ajoute une analyse un peu moins réussie des avantages du pluralisme économique et politique.

Le lecteur qui chercherait une explication claire et précise des réussites et des difficultés économiques de la Chine la trouvera dans la première partie du livre. Hutton commence par une histoire brève mais lucide de la Chine et de ses interactions avec le reste du monde. Cela couvre les difficultés économiques des années du Président Mao, la réorganisation initiale et massive des moyens de production, le Grand Bond en avant et la politique d'égalitarisme radical. Les échecs dramatiques de cette période ont suscité un consensus sur la nécessité d'une réorganisation de l'économie, engagée en 1978 par Deng Xiaoping, l'architecte de la Chine moderne. Une série de réformes qui ont démantelé la planification centrale et permis les activités fondées sur le marché ont entraîné un bond de la croissance économique



Will Hutton

The Writing on the Wall Why We Must Embrace China as a Partner or Face It as an Enemy

Simon & Schuster Trade, New York, 2006, 432 pages, 28 \$ (tollé).

qui dure depuis trente ans. Au début du 21^e siècle, la Chine a commencé à libéraliser son commerce extérieur avec des succès étonnants et, du jour au lendemain, un afflux d'investissements étrangers a fait du pays la

loppement et les facteurs qui rendent l'aide efficace. Il sait présenter des points de vue différents, parfois contradictoires, mais il cherche toujours à illustrer les problèmes et non à proposer des remèdes miracles.

Cette démarche d'enquête présente toutefois des inconvénients. M. Moss ne critique pas toujours suffisamment les diverses idées présentées dans les ouvrages spécialisés et par conséquent le lecteur ne sait pas à quoi se fier. Par exemple, pourquoi la «malédiction des ressources naturelles» amène-t-elle des conflits? Est-ce à cause de la lutte pour la rente, de l'absence de responsabilisation ou de la faiblesse des institutions? Il paraît aussi se contredire par endroits. Par exemple, son examen de l'ethnicité et des conflits suggère que l'ethnicité n'est pas une cause essentielle de conflit. Pourtant, quand il examine les diverses formes de gouvernance et leurs tensions avec la démocratie libérale, il soutient en partie que la plupart des conflits passés et présents en Afrique comportent un élément ethnique ou linguistique.

Il est surprenant que le chapitre sur la lenteur de la croissance en Afrique

n'étudie pas le cas des pays dotés de ressources naturelles considérables, comme le pétrole et les diamants. Cela aurait permis de mieux comprendre les problèmes spécifiques auxquels ces pays se heurtent.

Dans son étude de la réforme économique et de l'aspect politique de l'ajustement, M. Moss hésite parfois à prendre parti. D'une part, il affirme que la conditionnalité (par exemple, pour les prêts du FMI) a été un échec quasi total. D'autre part, il concède que l'ajustement structurel a manifestement amélioré la gestion macroéconomique dans l'ensemble de l'Afrique. Ce qui n'est pas évident, c'est le rôle de la conditionnalité. Peu de dirigeants africains contestent aujourd'hui que les réformes de la première génération, qui visaient par exemple à instaurer la discipline budgétaire et à maîtriser l'inflation, ont créé les conditions de la forte croissance dont jouit actuellement la région.

Rôle du commerce

M. Moss présente des arguments convaincants pour une meilleure intégration de l'Afrique subsaharienne

dans le système économique mondial. Toutefois, son examen des bienfaits potentiels du commerce intrarégional déçoit. Il aurait pu souligner que le grand nombre d'accords commerciaux régionaux n'a pas réussi à stimuler les échanges dans la région. Il existe actuellement plus de trente accords de ce type, chaque pays étant partie à au moins quatre. Il en résulte des chevauchements et parfois des engagements contradictoires. Des règles d'origine compliquées et restrictives, ainsi que d'autres obstacles internes, ont maintenu les échanges intrarégionaux à un niveau relativement bas par rapport aux autres régions en développement.

Malgré ces quelques lacunes, le livre est un excellent manuel pour les étudiants du développement de l'Afrique et la section sur les lectures complémentaires qui suit chaque chapitre donne des ressources additionnelles à ceux qui désirent creuser davantage ces questions.

Calvin McDonald
Conseiller

Département Afrique du FMI

chaîne de montage mondiale des biens de consommation.

Le récit de Hutton est plein de notations fines. Contrairement à l'Europe de l'Est, la Chine n'a pas connu de «big bang» décidé d'en haut dans sa marche vers l'économie de marché. Au contraire, elle a adopté une démarche de réforme pragmatique, progressive, partie de la base (ou comme Hutton le soutient, fragmentaire et réactive), une traversée de la rivière «en marchant à tâtons sur des pierres» comme l'a dit Deng, démarche qui se poursuit aujourd'hui. Hutton montre aussi comment des circonstances accidentelles expliquent beaucoup de réussites, en particulier l'expansion surprenante des petites industries rurales, l'épargne massive qui a engendré un flux continu d'investissements et les progrès de la mondialisation.

Le livre éclaire non seulement les réussites de la période des réformes, mais aussi les problèmes auxquels la Chine fait face aujourd'hui. Comme la base idéologique du parti communiste est menacée par son adoption d'une

croissance guidée par le marché, il se cherche une légitimité et se heurte aux tensions sociales dues à l'aggravation de l'inégalité des revenus, à la corruption, au vol de terres et à la dégradation de l'environnement. Des tensions économiques se manifestent aussi. L'intensification des pressions protectionnistes à l'étranger menace l'expansion des exportations chinoises, et l'ampleur du gaspillage économique fait que la croissance de la production dépend de plus en plus de niveaux d'investissement insoutenables au lieu d'être tirée par des gains d'efficacité.

Étant donné les tensions économiques et politiques actuelles, la Chine pourra-t-elle maintenir ses remarquables résultats économiques? Pour Hutton, ce sera impossible sans vastes changements politiques. Malgré les réformes de marché, le parti communiste conserve un réseau de contrôles sur tous les principaux leviers de l'activité économique, depuis le système bancaire qui soutient l'investissement aux grands secteurs industriels, jusqu'au secteur privé. En fait, le parti estime

que ces contrôles sont nécessaires pour assurer la forte croissance à court terme dont dépend sa légitimité.

Toutefois, le moteur de la croissance commence à manquer de carburant, ce qui enferme la Chine dans une économie peu productive et peu innovante. Pour réalimenter ce moteur, il faudra mettre en place l'infrastructure institutionnelle «accessoire» qui accompagne les succès du capitalisme : tribunaux impartiaux, droits de propriété bien définis, banques et auditeurs indépendants, presse libre, gouvernement d'entreprise efficace et libre questionnement intellectuel. Hutton estime que l'équilibre pratiqué par le parti communiste ne pourra pas durer et que les changements nécessaires auront des conséquences importantes pour la capacité du parti à préserver le régime autoritaire du parti unique. C'est cette évolution qui déterminera l'attitude du monde face au siècle de la Chine.

Brian Aitken
Chef de division adjoint,
Département Asie et Pacifique du FMI